

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Entretien et dépannage de l'éclairage public de
l'Université Paris-Saclay**

N° du CCAP : 2024-A100

Université Paris-Saclay
3 rue Joliot Curie
91190 Gif Sur Yvette

L'ESSENTIEL DU MARCHÉ

	Objet	Entretien et dépannage de l'éclairage public de l'Université Paris-Saclay
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition du marché.....	4
1.3 - Type de marché	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	5
3.1 - Sous-traitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Protection des données à caractère personnel	5
6 - Durée et délais d'exécution.....	6
6.1 - Durée du marché	6
7 - Prix.....	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
7.2 - Modalités de variation des prix.....	6
8 - Garanties Financières.....	7
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
10 - Modalités de règlement des comptes.....	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement	8
10.3 - Délai global de paiement	9
10.4 - Paiement des cotraitants.....	9
10.5 - Paiement des sous-traitants	10
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
12 - Développement durable.....	10
13 - Constatation de l'exécution des prestations	11
13.1 - Vérifications	11
13.2 - Décision après vérification	11
14 - Garantie des prestations.....	11
15 - Maintenance.....	11
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
17 - Pénalités	11
17.1 - Pénalités de retard	11
17.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	12
17.3 - Pénalité pour travail dissimulé	12
17.3 - Autres pénalités spécifiques.....	12
18 - Assurances.....	13
19 - Résiliation du marché.....	13
19.1 - Conditions de résiliation	13
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
20 - Règlement des litiges et langues	14
21 - Clauses complémentaires	14
21.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	14
22 - Dérogations	14

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Entretien et dépannage de l'éclairage public de l'Université Paris-Saclay

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : les prestations d'entretien, de maintenance et de dépannage des réseaux et des dispositifs d'éclairages publics (sur mat, sur crosse, en façade de bâtiment, bornes basses, au sol), d'éclairages sportifs extérieurs, d'éclairages du petit chemin qui longe le parking du bâtiment 620 jusqu'à centrale Supélec (ce chemin comporte 19 lampadaires que le titulaire devra repérer et intégrer dans le nouveau plan) et de la signalisation lumineuse (feux tricolores notamment) des 3 Campus de l'Université Paris-Saclay.

Exclusions :

En tout état de cause, ne sont pas couverts par le présent accord cadre :

- Les travaux s'inscrivant dans le cadre d'une rénovation globale pour laquelle le coût des travaux réalisés via les accords-cadres à bons de commande est supérieur à 400 000 €. Cette notion de rénovation globale s'entend, dans le présent accord-cadre, comme des travaux relevant de plusieurs corps de métier réalisés sur un bâtiment et par année calendaire
- Les travaux pour lesquels l'Université s'est adjoint les services d'un MOE sauf si le recours au présent accord-cadre est autorisé expressément dans la mission du MOE telle que confiée par l'Université.

Lieu(x) d'exécution :

- Le Campus de Bures-Orsay-Gif (Service Technique Immobilier et Logistique d'Orsay) et la Faculté des Sciences du Sport (installations sportives incluses - Centre Omnisport Universitaire du Moulon, terrain de football...).
- L'IUT d'Orsay
- Le Campus du Kremlin Bicêtre (Faculté de Médecine).
- Le Campus de Sceaux (IUT de Sceaux).

91400 Orsay

1.2 - Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Type de marché

Il s'agit d'un marché public mixte avec une partie forfaitaire et une partie à prix unitaires à bons de commande.

Il est conclu avec un montant maximum de 500 000€ sur sa durée totale et est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 an après leur émission.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commandes sont les suivantes :

- Le nom et/ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin)
- Les lieux d'exécution des prestations
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire
- Les bons de commandes (BC)
- Les avenants et actes de sous-traitance conclus postérieurement à la notification du marché

3 - Intervenants

3.1 - Sous-traitance

Déclaration préalable du sous-traitant auprès de l'acheteur (formulaire DC4 complété et signé par le titulaire du marché et le sous-traitant) + fournir pour le sous-traitant

- Attestation d'assurance RC sur l'année civile en cours
- Attestation sociale datant de moins de 6 mois
- Attestation fiscale datant de moins d'un an
- KBIS de moins de 3 mois
- La liste nominative des salariés étrangers ou une attestation sur l'honneur certifiant du non-emploi de salariés étrangers
- RIB/IBAN
- l'acheteur a 21 jours pour agréer le sous-traitant

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du marché

La durée du marché est de 4 ans à compter de sa notification.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Délais d'exécution :

- délai d'organisation de réunions de travail : 1 par an et par site
- Délai maximum de réalisation d'un état des lieux d'entrée écrit contradictoire exhaustif et photographique de l'ensemble des installations des 3 Campus : 50 jours à compter de la date de notification du marché.
- Délai maximum de remise des installations en parfait état d'entretien et de fonctionnement : 30 jours avant la fin du marché
- Délai maximum en cas de défaut constaté sur les installations : 15 jours calendaires à compter de la date du constat
- Délai maximum de réalisation de l'état des lieux de sortie : 3 mois avant la fin du marché
- Délai maximum de remise par écrit de l'état des lieux de sortie : 2 mois avant la fin du marché
- Délai maximum de remise de devis : 72 heures à compter de la demande
- Délai maximum de rdv sur site : 5 jours à compter de la demande
- Délai maximum d'intervention normale : 1 mois après la date de remise du bon de commande
- Délai maximum d'intervention urgente : 4 heures à compter de l'appel confirmé par E.mail

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Emission des BC pendant la durée de validité du marché.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Prestations forfaitaires : Montant annuel des installations d'éclairage par sites

Prestations à prix unitaires à bons de commandes : prix des prestations objet du marché et suivi des travaux d'entretien

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'Avril 2025 ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule	Prix concernés
$C_n = 0.0\% + 100.0\% [(0.3 \text{ ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o)}) + (0.2 \text{ MIG EBIQ (n) / MIG EBIQ (o)}) + (0.5 \text{ TP12c (n) / TP12c (o)})]$	BPU

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICHTrev-TS	Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés Identifiant Numéro : 001565183
MIG EBIQ	Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Identifiant Numéro : 010764358,
TP12c	Index Travaux Publics - Éclairage public - Travaux de maintenance - Base 2010 Identifiant Numéro : 001711004

La demande de révision de prix est adressée par le titulaire au moins un mois avant la date d'anniversaire du marché qui correspond à la date de notification.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée, même provisoire, au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est inférieure à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés.

Pour l'exécution, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués pour une commande émise à une date antérieure à celle d'acceptation par le représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur.

Si le titulaire présente tardivement sa demande de révision des prix, celle-ci est instruite en appliquant les valeurs d'indices prévues au présent marché.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante:
service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou -91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun

- Numéro d'engagement juridique : = BC : fournis par le/les services prescripteurs après notification

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Sites de l'Université (départements 91,92 et 94)
91400 Orsay

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

De manière générale : Il est notamment demandé une identification et une réduction des impacts environnementaux dans les phases de fabrication, d'utilisation et de gestion de la fin de vie des équipements.

Les matériels se doivent de répondre aux exigences minimales suivantes :

- Une faible consommation énergétique ;
- Une importante recyclabilité des équipements ;
- Un indice de maintenabilité et de réparabilité élevé ;
- Une réduction des polluants et des substances toxiques ;
- Une exclusion des substances cancérogènes et des métaux lourds ;
- Un faible rayonnement électromagnétique.

Cf critère 3 de sélection des offres :

- Organisation du dispositif d'inclusion : Engagement de l'entreprise candidate pour l'insertion des personnes en difficulté d'insertion professionnelle et mise en place de programmes de formation pour ses employés

- Engagements RSE : L'entreprise candidate doit présenter ses engagements en matière de responsabilité sociale, tels que des politiques de diversité, d'égalité des chances et de conditions de travail

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Cf critère 3 de sélection des offres :

Organisation de la collecte des déchets

Lieux d'évacuation des déchets - Traçabilité des déchets

Prise en charge des lampes de types :

- Fluorescentes
- Sodium Haute Pression SHP
- A iodures métalliques IM
- A vapeur de mercure haute pression (ballon fluo)
- Prise en charge des ballasts ferromagnétiques, lampes à décharge (fluo/SHP/IM)

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 20 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS (à l'exception du délai).

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant la durée du marché à compter de sa notification. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce marché.

17 - Pénalités

17.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité fixée à 50,00 € à compter du dépassement des délais d'exécution ou de livraison des prestations fixés au présent CCAP et à chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Fournitures courantes et services, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

17.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 50,00 € par absence.

La pénalité journalière pour non remise des documents SPS (**En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé**) est fixée à 50,00 € par jour de retard au-delà du délai d'établissement du plan fixé à 30 jours après la réception du bon de commande.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des engagements du titulaire en matière de gestion des déchets	Forfaitaire	50,00 €	Par manquement
Non-respect des engagements du titulaire en matière d'insertion sociale	Forfaitaire	50,00 €	Par manquement
Retard dans l'organisation de la réunion de travail par sites	Forfaitaire	50,00 €	Par manquement
Retard dans l'établissement du planning d'intervention par sites	Forfaitaire	50,00 €	Par manquement
Retard dans la réalisation/absence de réalisation d'un état des lieux d'entrée écrit contradictoire exhaustif et photographique de l'ensemble des installations des 3 Campus	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai maximum de 50 jours à compter de la date de notification du marché
Retard dans la remise / absence de remise des installations en parfait état d'entretien et de fonctionnement	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai maximum de 30 jours avant la fin du marché
Retard de correction du défaut constaté sur les installations	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai maximum de 15 jours calendaires à compter du constat
Retard dans la réalisation/absence de réalisation de l'état des lieux de sortie	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai des 3 mois avant la fin du marché

Retard dans la remise / absence de remise par écrit de l'état des lieux de sortie	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai des 2 mois avant la fin du marché
Retard dans la transmission du devis	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai maximal de 72h après l'appel
Retard dans l'organisation de la visite de site	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai maximal de 5 jours à compter de l'appel
Retard dans l'intervention pour des travaux répondant à une situation d'urgence	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai maximum de 4 heures après l'appel confirmé par E. mail
Retard dans l'intervention normale pour l'exécution des travaux	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai d'un mois après la réception du Bon de commande prescrivant l'intervention

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - Résiliation du marché

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

21.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services